

Le 9 octobre, ensemble à la conquête d'un autre avenir !

Nos salaires, pensions de retraite et minima sociaux stagnent et les dividendes versés aux actionnaires, multipliés par 5 en 30 ans, flambent ! En une décennie, les 10 plus riches fortunes françaises ont vu leur patrimoine quadrupler alors qu'il faut 6 générations à une famille pauvre pour atteindre le revenu moyen. Les annonces gouvernementales et les contre-réformes successives ne font qu'amplifier le creusement de ces inégalités : une large majorité de la population juge injuste et inefficace la politique du gouvernement au service exclusif des intérêts patronaux.

Il est temps de travailler, produire et consommer autrement. La CGT porte des propositions concrètes pour changer la donne :

- Investir dans les transports verts (ou non polluants) : Le transport routier est le principal responsable des émissions de gaz à effet de serre. Pourtant les pouvoirs publics financent intégralement la construction et l'entretien des routes, alors que le coût des infrastructures ferroviaires est essentiellement financé par les usagers. À l'opposé de la casse de la SNCF décidée par le gouvernement, il y a urgence à investir dans les transports collectifs non polluants, en développant notamment le ferroviaire, le fluvial et le transport cyclable.
- Produire et consommer local : La France continue à laisser démanteler son industrie, et l'essentiel de ce que nous consommons provient de pays lointains. Le transport lié au commerce international génère 33 % des gaz à effet de serre, chiffre en forte croissance du fait des délocalisations.
- Créer un grand service public de l'énergie : Pour baisser drastiquement le recours aux énergies fossiles, il faut augmenter considérablement la place des énergies renouvelables dans le mix énergétique, investir dans la recherche et protéger le secteur de la spéculation en créant un pôle public de l'énergie.

La journée de mobilisation et de grève interprofessionnelle du 9 octobre à l'appel de la CGT, FO, Solidaires, FIDL, UNEF et UNL est le moment pour toutes et tous, salariés, retraités, privés d'emploi, lycéens et étudiants d'exprimer le refus de cette politique détruisant brique par brique notre modèle social. C'est aussi le moment de transformer les attentes en une expression forte des revendications ; du lieu de travail à la rue.

Il est urgent de revendiquer :

- une augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux pour gagner du pouvoir d'achat ;
- la réalisation concrète de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- un service public de proximité pour toutes et tous qui mette fin aux inégalités territoriales et sociales ;
- l'arrêt des réformes régressives visant la casse des droits collectifs et les mécanismes de solidarité. Celles-ci favorisent l'émergence d'une logique de chacun pour soi inégalitaire où l'on ne reçoit qu'à la hauteur de ses moyens et non plus en fonction de ses besoins : remise en cause des conventions collectives et des statuts, réforme des assurances maladie et chômage, retraite ;
- le droit à la retraite à taux plein pour tous les salariés, dès l'âge de 60 ans et en deçà pour les travaux pénibles ;
- l'égalité d'accès à l'éducation et à la formation pour faciliter l'insertion des jeunes dans la vie active et la fin d'une logique de sélection aveugle du plus jeune âge jusqu'à l'université via Parcoursup ;
- une vraie politique d'investissement ciblée notamment sur les enjeux environnementaux qui assure l'avenir des générations futures.

Dans chaque entreprise, dans chaque administration, sur les lieux d'études, dans les lieux de vie, ensemble le 9 octobre, il est grand temps de nous faire entendre pour que le progrès social soit au rendez-vous !





Sacrifier les retraités pour les profits des plus riches : ça suffit !

Les retraités sont déjà lourdement pénalisés: blocage ou presque des pensions pendant 4 ans, suppression de la demi-part pour le calcul de l'impôt sur le revenu pour des personnes vivant seules ayant élevé au moins un enfant, imposition des majorations de pension pour enfants, gel des retraites complémentaires pendant 3 ans, hausse de 25% de la CSG, menaces sur la pension de réversion, pas d'augmentation des pensions en 2018 et une augmentation de 0,3 % en 2019 pour une inflation estimée à 2,3 % sur les 12 derniers mois.

Et tout cela au profit de qui ? de quoi ? Pour aider les actifs, nous dit le Premier ministre. C'est faux. Exemple : la hausse de la CSG est censée compenser le coût de la réduction des cotisations sociales pour les actifs. En réalité, c'est un service rendu au patronat en lui évitant ainsi d'augmenter les salaires et pour compenser les coûts de la suppression de l'impôt sur la fortune et la réduction de l'impôt sur le capital. À écouter ministres et « experts », les seules dépenses qui doivent être réduites sont les pensions et les prestations sociales. Pourquoi ne pas réduire les aides aux plus riches qui représentent au bas mot 300 milliards d'euros par an. « Un pognon de dingue » : la fraude et l'évasion fiscale, les niches fiscales et sociales (réductions ou exonérations de cotisations), le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), le pacte dit de responsabilité, la forte baisse de la fiscalité des plus riches et des entreprises depuis trente ans. Ces cadeaux équivalent au montant total des pensions de retraite versées en France !

Pour quels résultats ? La multiplication des faveurs fiscales pour les détenteurs de capitaux devait favoriser l'investissement et l'emploi.

En 2017, les entreprises du CAC 40 ont distribué deux fois plus de dividendes qu'elles n'ont réalisé d'investissements et consacré 5 % seulement pour les salaires (étude Oxfam).

Pourtant, Emmanuel Macron continue de favoriser le capital au détriment de l'investissement et du travail. Résultats : le chômage ne baisse pas, la dette augmente, la balance commerciale ne s'arrange pas, notre environnement se dégrade, les inégalités explosent.

Demander des sacrifices aux retraités est contreproductif. Qui peut ignorer le poids des seniors dans l'économie ? En 2020, les seniors seront plus nombreux que les enfants de moins de 5 ans, ils dépensent en moyenne près de 28 000 euros par an, ils représentent 52% de la consommation, dans la santé, l'alimentation, mais aussi 50 % des achats de véhicules, 35 % des jouets. Ils ne spéculent pas dans les paradis fiscaux. Ils participent bénévolement à de nombreuses activités socialement utiles. Ce n'est pas les retraités qu'il faut taxer, mais ceux qui ont bâti leurs fortunes sur leur travail.

Ça suffit maintenant. Il faut revaloriser nos pensions ! Les 9 organisations de retraités qui ont réussi à rassembler plus de 200 000 retraités le 15 mars contre la hausse de la CSG n'en démordent pas : ils réclament une loi rectificative des finances 2018 qui annule la hausse de la CSG et revalorise les pensions au minimum correspondant à la hausse des prix, conformément à la loi en vigueur. La CGT réclame pour sa part l'indexation des pensions sur la hausse du salaire médian.

MARDI 9 OCTOBRE 2018 : GREVE ET MANIFESTATION

ACTIFS, PRIVÉS D'EMPLOI, RETRAITES, LYCEENS, ETUDIANTS....

RENDEZ-VOUS A LA BOURSE DU TRAVAIL DE TARBES A 10H30,

PUIS MANIF JUSQU'A LA PLACE DE VERDUN